



C E R M F
Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone



L'Afrique subsaharienne francophone,
championne de la croissance économique africaine
pour la douzième année consécutive en 2025

CERMF
03 février 2026

L'Afrique subsaharienne francophone, championne de la croissance économique africaine pour la douzième année consécutive en 2025

Pour la douzième année d'affilée, et la treizième fois en quatorze ans, l'Afrique subsaharienne francophone a globalement affiché en 2025 la croissance économique la plus élevée d'Afrique subsaharienne, tout en demeurant la partie la moins touchée par l'inflation et l'endettement. Cette triple performance devrait de nouveau se répéter en 2026.

À partir des dernières données publiées par la Banque mondiale au mois de janvier, dans le cadre de son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales (et contenant, par ailleurs, une mise à jour des statistiques relatives aux taux de croissance des années 2023 et 2024, non encore intégrée à la base de données générale de l'institution, mais ici prise en compte), l'Afrique subsaharienne francophone a réalisé en 2025 les meilleures performances d'Afrique subsaharienne en matière de croissance, dont elle a été le moteur continental pour la douzième année consécutive et la treizième fois en quatorze ans. Cet ensemble de 22 pays a ainsi enregistré une croissance globale de 4,9 %, tandis que le reste de l'Afrique subsaharienne a enregistré un taux de 3,4 %.

Dans le même temps, et à partir des dernières estimations du FMI, l'Afrique subsaharienne francophone a continué, comme depuis plusieurs décennies, d'afficher le niveau d'inflation le plus faible avec un taux estimé à seulement 4,0 %, contre 17,4 % pour l'Afrique subsaharienne non francophone. Enfin, et toujours selon les données du FMI, l'Afrique subsaharienne francophone continue à maîtriser son endettement en affichant le niveau le plus faible en la matière en Afrique subsaharienne pour la neuvième année d'affilée, avec une dette publique estimée à 51,6 % du PIB en 2025, creusant l'écart avec le reste de l'Afrique subsaharienne (64,6 %).

Une croissance globale de 4,9 % en 2025, portée par de nombreux pays dynamiques

La croissance économique en Afrique subsaharienne francophone a donc connu une légère baisse par rapport à 2024, lorsqu'elle s'était établie à 5,2 %. De son côté, l'Afrique subsaharienne non francophone a observé une hausse de son rythme de croissance, qui était de 2,9 % en 2024 (*graphique 1, en annexe*).

En zone CFA, qui regroupe 13 des 22 pays francophones (dont la Guinée équatoriale, ancienne colonie espagnole et partiellement francophone), ainsi que la Guinée Bissau (lusophone et ancienne colonie portugaise), et qui rassemble 55 % de la population de l'Afrique francophone subsaharienne (et 44 % de celle de l'ensemble de l'Afrique francophone), la croissance est passée de 5,0 % en 2024 à 4,9 % en 2025. Au sein de cette zone, l'espace UEMOA a continué à se distinguer avec une évolution globale de 6,1 %, comme en 2024, confirmant ainsi son statut de plus vaste zone de forte croissance du continent (avec désormais le reste de l'Afrique de l'Ouest francophone), alors même qu'il n'en est pas la partie la plus pauvre (l'Afrique de l'Est étant la partie la moins développée du continent). Pour sa part, l'espace CEMAC, qui compte notamment trois importants producteurs d'hydrocarbures, a de nouveau fait baisser la moyenne globale de la zone CFA, avec un taux de croissance de 2,9 % (contre 3,0 % en 2024).



Quant à la croissance observée en Afrique subsaharienne hors zone CFA, celle-ci s'est élevée 3,5 %. Un taux une nouvelle fois tiré vers le haut par les pays francophones s'y trouvant, et dont la croissance globale a été de 5,0 %. La partie francophone de l'Afrique de l'Est, qui se situe justement en dehors de la zone CFA, a enregistré une progression globale de son PIB de 3,8 %.

Par ailleurs, six des dix plus fortes croissances réalisées en 2025 l'ont été par des pays francophones (contre sept en 2024), à savoir la Guinée (première du classement avec un taux de 7,5 %), le Bénin (deuxième, avec un taux de 7,3 %), le Niger, classé en cinquième position (6,5 %) et immédiatement suivi par le Sénégal (6,4 %) et la Côte d'Ivoire (6,3 %), et enfin Djibouti (dixième, 6,0 %). Le premier pays non francophone, l'Éthiopie, arrive en troisième position (7,2 %). Il convient là de noter que ce classement n'intègre pas le cas très particulier du Rwanda, qui ne peut plus être pris en compte dans les classements économiques africains étant donné que ses performances officielles (7,0 % en 2025) sont largement faussées par le pillage massif des richesses de la RDC voisine, qui représentent désormais près de 50 % des exportations rwandaises de biens (et régulièrement accompagné de massacres de populations civiles). Un cas unique au monde, permis par une protection des États-Unis... et par le silence de la quasi-totalité des pays africains. Par ailleurs, cette injustice n'empêche pas le Rwanda de demeurer parmi les pays les plus pauvres du continent, avec un PIB par habitant de seulement 1 000 dollars exactement en 2024 (classé 38e en Afrique, selon les dernières données disponibles auprès de la Banque mondiale, après intégration d'une mise à jour concernant le Soudan du Sud).

Les quatre premières économies de l'Afrique subsaharienne francophone ont continué à enregistrer une croissance économique globalement assez vigoureuse. La Côte d'Ivoire, la RDC, le Cameroun et le Sénégal, ont ainsi affiché, respectivement, un taux de 6,3 %, 5,1 %, 3,7 % et 6,4 %. De leur côté, les quatre premières économies d'Afrique subsaharienne non francophone, à savoir l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Éthiopie et le Kenya, ont respectivement réalisé les performances suivantes : 0,8 %, 4,2 %, 7,2 % et 4,9 %. Le Nigeria a ainsi dépassé la barre des 4 % pour la troisième fois seulement depuis 2015.

Par ailleurs, il convient de préciser que la RDC, souvent présentée comme étant la seconde économie d'Afrique subsaharienne francophone (en termes, donc, de PIB nominal, dont le volume dépend en bonne partie de la taille démographique du pays, plutôt que de son dynamisme économique), est en réalité la première économie de la zone. En effet, son PIB demeure très largement sous-estimé, étant donné que la RDC est l'un des rares pays africains, et même le seul parmi les vingt premières économies du continent, à s'appuyer sur une base de calcul vieille de deux décennies (2005 pour année de référence). Une mise à jour de cette méthode totalement obsolète permettrait donc de presque doubler le PIB du pays, le propulsant ainsi à un niveau comparable à ceux de l'Éthiopie et du Kenya, et permettant également à la RDC de dépasser le Nigeria en matière de PIB par habitant.

Sur la période 2014-2025, la croissance annuelle de l'Afrique subsaharienne francophone s'est donc établie à 4,1 % (et même à 4,4 % hors cas particulier de la Guinée équatoriale), contre seulement 2,1 % pour l'Afrique subsaharienne non francophone (*graphique 2*). Ce taux a été de 3,9 % pour la zone CFA (4,4 % également hors Guinée équatoriale), et de 2,2 % pour l'Afrique subsaharienne hors zone CFA (dont la partie francophone a connu une croissance annuelle de 4,6 %). Sept des dix plus fortes croissances réalisées sur cette décennie l'ont été par des pays francophones, à savoir la Côte d'Ivoire (6,3 % et deuxième du classement), suivie de la troisième à la huitième places par la Guinée (6,1 %), le Niger (5,8 %), la RDC (5,8 %), le Bénin (5,7 %), Djibouti (5,6 %) et le Sénégal (5,5 %). Les pays non francophones étant l'Éthiopie (première, avec un taux de 7,8 %), la Tanzanie (5,4 %, neuvième) et l'Ouganda (5,0 %). La bonne performance de l'Éthiopie s'explique en bonne partie par le fait qu'elle était encore le deuxième pays le plus pauvre du monde en 2012 et qu'elle demeure aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du continent, avec un PIB par habitant de seulement 1 134 dollars en 2024, la classant ainsi à la 32e place (selon les dernières données disponibles auprès de la Banque mondiale). Ce qui permet d'atteindre facilement des taux de croissance très élevés (*graphique 3*).

Les quatre premières économies francophones, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Cameroun et le Sénégal, ont respectivement enregistré une croissance annuelle de 6,3 %, 5,8 %, 3,7 % et 5,5 %. Pour leur part, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Éthiopie et le Kenya, ont respectivement connu une progression annuelle de 0,8 %, 1,9 %, 7,8 % et 4,7 % (*graphique 4*). Pour rappel, l'Angola faisait partie de ces quatre premières économies, avant d'être dépassée par le Kenya et l'Éthiopie en 2016. En effet, ce grand pays pétrolier et important producteur de diamants (deuxième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne et quatrième producteur mondial de diamants), a enregistré une croissance annuelle de seulement 0,9 % sur la période 2014-2025. Ainsi, et malgré ses énormes richesses naturelles, l'Angola a également été dépassée par la Côte d'Ivoire en matière de PIB par habitant, malgré une production pétrolière 31 fois supérieure en 2024 (1,1 million de barils par jour en moyenne, contre près de 37 mille seulement). Par ailleurs, la Côte d'Ivoire vient également de réaliser l'exploit de dépasser la Tanzanie en matière de PIB nominal (qu'elle dépassait déjà depuis longtemps en matière de PIB par habitant), malgré une population deux fois inférieure.

Le Nigeria et l'Afrique du Sud, gros producteurs de matières premières, continuent de souffrir de graves problèmes structurels, aggravés par un niveau élevé de corruption, de détournements de fonds et de criminalité. Ces deux pays se sont même appauvris au cours de la période 2014-2025, ayant affiché des taux de croissance régulièrement inférieurs à leur croissance démographique (1,9 % contre 2,4 % en moyenne annuelle pour le Nigeria, et 0,8 % contre 1,2 % pour l'Afrique du Sud – *graphique 5*). Cette mauvaise santé économique s'est répercutée sur la valeur de la monnaie nationale, qui a connu une forte dépréciation face au dollar au cours de la période, en particulier pour le Nigeria (baisses de 36 % et 89 %, respectivement).

Bien que le Nigeria soit le premier producteur africain de pétrole depuis plusieurs décennies, le pays n'est toujours pas parvenu à diversifier son économie, dont les exportations reposent encore à environ 90 % sur les hydrocarbures. Aujourd'hui, et malgré de colossaux revenus pétroliers accumulés depuis son indépendance, le Nigeria affiche le plus faible niveau d'espérance de vie au monde (estimée à 54,5 ans en 2023, selon les dernières données de la Banque mondiale), et le sixième taux le plus élevé en matière de mortalité infantile. Par ailleurs, il est également à noter que le pays demeure très en retard en matière d'électrification, avec un taux d'accès à l'électricité de seulement 61,2 % de la population fin 2023 (selon les critères de la Banque mondiale). Enfin, la valeur de sa monnaie par rapport au dollar a été divisée par près de 2 200 fois depuis sa création en 1973, soit une dépréciation supérieure à 99,9 % (à la date du 01 janvier 2026).

En Afrique du Sud, l'économie demeure fragilisée, entre autres, par un niveau record de criminalité (plus de 26 000 homicides en 2024) ainsi que par d'importants délestages dépassant parfois les dix heures par jour dans les grandes villes du pays. Le pays affiche un taux d'accès à l'électricité de 87,7 % en 2023, contre, par exemple, 100 % au Maghreb (et avec une quasi-absence de délestages). Quant à l'Éthiopie, le pays semble s'être remis de la terrible guerre civile ayant provoqué la mort d'environ 600 000 personnes en seulement deux ans, entre novembre 2020 et novembre 2022 (soit, en si peu de temps, plusieurs fois davantage que le nombre de victimes enregistrées dans la totalité des conflits observés dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne anciennement française sur les 65 dernières années). Enfin, le Kenya a réussi à surmonter une partie de ses graves difficultés économiques post-Covid, qui s'étaient notamment traduites par un effondrement des réserves de change, d'importantes coupes budgétaires et l'incapacité provisoire de payer un certain nombre de fonctionnaires. Toutefois, les tensions sociales et politiques y demeurent assez vives, débouchant régulièrement sur de violentes manifestations, durement réprimées.

En Afrique de l'Ouest francophone

L'Afrique de l'Ouest francophone a affiché une croissance de 6,1 % en 2025, comme en 2024. Pour sa part, la zone UEMOA, qui recouvre les pays francophones de la région à l'exception de la Mauritanie et de la Guinée

(et qui est composée de huit pays, dont la lusophone Guinée-Bissau, très francophonophile et très faiblement peuplée), a vu également son PIB augmenter de 6,1 %, après une évolution de 6,1 % également un an plus tôt (les taux indiqués sont identiques, lorsqu'arrondis à une décimale).

Les trois premières économies francophones d'Afrique de l'Ouest, à savoir la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Guinée ont enregistré une progression du PIB de 6,3 %, 6,4 % et 7,5 %, respectivement, en 2025 (contre 6,0 %, 6,1 % et 5,4 % en 2024). Pour sa part, le Bénin, qui connaît une industrialisation à grande vitesse (comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal, qui dépassait déjà le Nigeria dans le dernier classement continental publié par la Banque africaine de développement, fin 2022), a enregistré la plus forte croissance de la zone UEMOA, en affichant un taux de 7,3 %, après une progression de 7,5 % en 2024.

Avec une croissance annuelle de 5,6 % en moyenne sur la période 2014-2025, l'espace UEMOA confirme ainsi son statut de plus vaste zone de forte croissance du continent (avec désormais le reste de l'Afrique de l'Ouest francophone également), en dépit des problèmes sécuritaires observés dans trois pays sahéliens, à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Grâce à leur dynamisme économique, et malgré leurs richesses naturelles considérablement inférieures, même proportionnellement à la population, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin et le Togo ont réussi l'exploit de dépasser le Nigeria en termes de PIB par habitant, en affichant respectivement des niveaux de 2 728 dollars, 1 773 dollars, 1 485 et 1 119 dollars en 2024, selon les dernières données disponibles auprès de la Banque mondiale, contre seulement 1 084 dollars pour le Nigeria. Et ce, malgré le fait de ne pas avoir produit la moindre goutte de pétrole en ce qui concerne le Sénégal, le Bénin et le Togo, et malgré une production pétrolière 37 fois inférieure pour la Côte d'Ivoire (près de 37 000 barils par jour en 2024, contre 1,34 million).

La supériorité économique incontestable au niveau continental de la zone UEMOA, qui s'appuie notamment sur le franc CFA (au passage, fabriqué à l'étranger de la même manière que la Guinée, la Mauritanie, le Ghana, l'Éthiopie ou encore la Tanzanie font fabriquer leur monnaie en Angleterre ou en Allemagne), explique probablement le refus systématique, année après année, des pays de la zone dite de l'AES de sortir du franc CFA (« L'Alliance des États du Sahel », regroupant le Mali, le Burkina Faso et le Niger). Et ce, alors que la Mauritanie, la Guinée ou encore Madagascar en étaient sortis en seulement une année, il y a déjà quelques décennies (tout comme le Mali en 1962, avant d'y revenir en 1984...).

Par ailleurs, il convient de souligner que le statut de zone la plus dynamique du continent constitue une très bonne performance pour l'UEMOA, étant donné que la région la plus pauvre du continent, et qui devrait donc connaître la croissance la plus élevée, est l'Afrique de l'Est. Ainsi, à titre d'exemple, et en dehors de la francophone Djibouti, seul un pays d'Afrique de l'Est continentale affichait au terme de l'année 2024 un PIB par habitant dépassant la barre, pourtant bien basse, des 1 200 dollars, à savoir le Kenya (2 132 dollars, suivi loin derrière par la Tanzanie, 1 187 dollars – *graphique 6*). Dans le même temps, trois pays francophones de l'espace UEMOA réalisent cette performance, en l'occurrence la Côte d'Ivoire (2 728 dollars), le Sénégal (1 773) et le Bénin (1 485). Et même cinq pays pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest francophone, en tenant compte de la Mauritanie et de la Guinée, aux importantes richesses minières (et auxquels s'ajoutent, pour toute l'Afrique de l'Ouest continentale, le Nigeria pétrolier et le Ghana, important producteur de pétrole et premier producteur africain d'or).

De plus, l'Afrique de l'Est est également la partie la plus instable du continent, puisque l'on y trouve notamment les pays ayant connu les conflits les plus meurtriers de la dernière décennie, proportionnellement à leur population (l'Éthiopie, le Soudan du Sud et le Soudan, actuellement ravagé par une guerre civile ayant déjà fait plus de 160 000 morts en moins de deux ans, soit davantage que le nombre de victimes enregistré dans la totalité des conflits observés dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne anciennement française

depuis 1960). Des conflits auxquels s'ajoutent un certain nombre de problèmes sécuritaires (terrorisme islamique en Somalie, dans le nord du Mozambique, en Ouganda...), de tensions interethniques (comme en Éthiopie, où elles avaient déjà provoqué la mort de nombreuses personnes avant même le début de la dernière guerre civile), ou sociales comme Afrique du Sud (plus de 26 000 meurtres enregistrés en 2024).

Par ailleurs, et grâce à une croissance de 6,3 % en moyenne sur la période 2014-2025, la Côte d'Ivoire est sur le point de devenir le premier pays africain disposant d'une production globalement assez modeste en matières premières non renouvelables, à dépasser en richesse un pays d'Amérique hispanique, à savoir le Nicaragua dont le PIB par habitant a atteint 2 847 dollars en 2024 (hors très petits pays africains de moins de 1,5 million d'habitants, majoritairement insulaires et ne pouvant être pris en compte pour de pertinentes comparaisons). Toutefois, la Côte d'Ivoire dépasse déjà plusieurs pays asiatiques, comme la Birmanie, le Bangladesh ou le Pakistan.

Les bonnes performances de l'Afrique de l'Ouest francophone s'expliquent principalement par les nombreuses réformes entreprises par les pays de la région, aussi bien sur le plan économique qu'en matière de bonne gouvernance. Des plans de diversification ont ainsi été mis en place, et un effort particulier a été réalisé afin d'améliorer le climat des affaires. Un effort grâce auquel plusieurs pays ont fait un bon considérable dans les classements internationaux en la matière, comme dans celui que publiait la Banque mondiale jusqu'en 2019 (édition 2020). En effet, et entre les éditions 2012 et 2020 de ce classement, d'importantes progressions avaient notamment été enregistrées par le Togo (passé de la 162e à la 97e place mondiale), la Côte d'Ivoire (de la 167e place à la 110e place), le Sénégal (de la 154e à la 123e) ou encore le Niger (passé de la 173e à la 132e place, talonnant ainsi le Nigeria, 131e). Pays francophone le moins bien classé d'Afrique de l'Ouest, la Guinée était toutefois passée de la 179e à la 156e place sur la même période.

À titre de comparaison, il convient de savoir, par exemple, que le Nigeria, l'Éthiopie et l'Angola (qui faisait partie des quatre premières économies subsahariennes) se classaient à la 131e, 159e et 177e place, respectivement. Par ailleurs, il est à noter que plus aucun pays francophone ne figurait aux six dernières places de ce classement international, alors majoritairement occupées par des pays anglophones. Quant au nouveau classement publié en la matière par la Banque mondiale, depuis 2024 (recouvrant à ce stade la moitié des pays du monde, et se basant sur une méthodologie différente de celle du précédent, qui avait suscité certaines polémiques), celui-ci indique la présence de six pays francophones parmi les dix premiers pays du continent, dont non moins de quatre pays pour la seule Afrique de l'Ouest francophone, à savoir le Togo (4e), le Bénin (5e), le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Dans un autre registre, et mis à part l'année 2020, particulièrement marquée par la pandémie, il est utile de souligner que la croissance économique de l'Afrique de l'Ouest francophone est globalement et régulièrement deux fois supérieure à sa croissance démographique, contredisant ainsi certaines théories assez médiatisées. Grâce au cadre favorable instauré par les différentes réformes en matière d'économie et de bonne gouvernance, cet essor démographique contribue donc à son tour au dynamisme économique, en permettant notamment au marché intérieur de ces pays d'atteindre une masse critique nécessaire au développement de nombreuses activités. Il convient d'ailleurs de rappeler que la plupart des pays francophones de la région demeurent encore assez faiblement peuplés. À titre d'exemple, la Guinée et le Burkina Faso, légèrement plus étendus que le Royaume-Uni (et non deux à trois fois plus petits comme l'indique la majorité, bien trompeuse, des cartes en circulation dans les médias ou encore dans les établissements publics ou privés), ne comptent respectivement que 15 et 24 millions d'habitants, contre près de 70 millions pour le Royaume-Uni. Quant à la Côte d'Ivoire, un tiers plus étendue mais ne comptant que 31 millions d'habitants, elle abriterait aujourd'hui une population de 92 millions d'habitants si elle était proportionnellement aussi peuplée que le Royaume-Uni.



C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

En Afrique centrale francophone

La croissance globale en Afrique centrale francophone a atteint 3,6 % en 2025, en baisse par rapport au taux de 4,1 % enregistré l'année précédente. Une évolution qui résulte de la mauvaise performance de la Guinée équatoriale, cas très particulier et dont le PIB s'est de nouveau contracté (- 1,6 %).

Au Cameroun, qui dispose de l'économie la plus diversifiée de la région, la croissance s'est établie à 3,7 %, en hausse par rapport à 2024 (3,5 %). Grâce à une progression annuelle de son PIB près de deux fois supérieure à celle du Nigeria voisin au cours des douze dernières années (3,7 % contre 1,9 %), le Cameroun a réussi l'exploit de dépasser ce pays en termes de richesse par habitant, malgré une production pétrolière vingt fois inférieure sur la période 2014-2025. Le Cameroun dépasse même désormais très largement le Nigeria, avec un PIB par habitant de 1 830 dollars en 2024, contre seulement 1 084 dollars.

Pour sa part, la République démocratique du Congo (RDC), première économie d'Afrique centrale francophone, a enregistré une croissance de 5,1 %, en baisse par rapport à 2024 (6,5 %), notamment à cause du pillage des richesses de l'est du pays par le Rwanda. Après une longue période de stagnation, il est à noter que la RDC est désormais engagée dans un vaste processus de réformes administratives, fiscales et juridiques, entamé en 2020 et étant le plus sérieux et ambitieux depuis la chute de Mobutu en 1997, et même, en réalité, depuis les premières années de l'indépendance du pays. Ces réformes, qui commencent à porter leurs fruits (avec, par exemple, l'augmentation de 130 % du montant de la TVA collectée rien qu'en 2021, grâce à l'informatisation de la procédure), devraient aider ce pays, où l'État est encore faiblement présent dans certaines parties du vaste territoire national, à continuer d'enregistrer une croissance robuste dans les prochaines années.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le PIB de la RDC demeure très largement sous-estimé, étant donné que celle-ci est l'un des rares pays africains, et même le seul parmi les vingt premières économies du continent, à s'appuyer sur une base de calcul vieille de deux décennies (2005 pour année de référence). Une mise à jour de cette méthode totalement obsolète permettrait donc de presque doubler le PIB de la RDC, le propulsant ainsi à un niveau comparable à ceux de l'Éthiopie et du Kenya, et permettant également au pays de dépasser le Nigeria en matière de PIB par habitant.

En zone CEMAC (dont ne fait pas partie la RDC), la hausse du PIB s'est établie à 2,9 % en 2025, stable par rapport à l'année précédente (3,0 %). Au Gabon, le taux de croissance a atteint 3,1 %, contre 3,4 % un an plus tôt. Grâce aux grandes avancées réalisées au cours de la dernière décennie en matière de diversification, de bonne gouvernance et de facilitation des affaires, ce pays d'Afrique centrale a consolidé son statut de pays le plus riche d'Afrique continentale, avec un PIB de 8 230 dollars par habitant en 2024, devant le Botswana, deuxième producteur mondial de diamants, après la Russie (7 696 dollars).

Si le Gabon et le Cameroun s'emploient à réformer et à diversifier leur économie, force est de constater que pareils efforts n'ont pas encore été réellement entrepris au Congo voisin, qui a connu une longue période de léthargie. Toutefois, le pays semble enfin renouer progressivement avec la croissance, avec une progression du PIB de 2,9 % en 2025 (et 2,6 % en 2024). Le chemin reste néanmoins encore assez long pour ce pays qui demeure le deuxième pays le plus endetté d'Afrique subsaharienne francophone, et le cinquième en Afrique subsaharienne, malgré une importante production pétrolière. Le Congo-Brazzaville gagnerait donc à s'inspirer de certains de ses voisins, et notamment du Gabon avec lequel il partage nombre de points communs (caractéristiques géographiques et climatiques, hydrocarbures, faible population...).



C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

Par ailleurs, et pour revenir à la Guinée équatoriale, ce pays constitue un cas très particulier qu'il convient régulièrement de rappeler afin d'éviter toute fausse interprétation des statistiques régionales depuis presque une décennie. Peuplé de deux millions d'habitants, et un peu moins étendu que la Belgique, ce petit territoire, partiellement francophone et ancienne colonie espagnole, était subitement devenu l'un des principaux producteurs africains de pétrole à la fin des années 1990, avant de voir rapidement sa production commencer à décliner grandement quelques années plus tard. N'étant pas encore parvenu à diversifier suffisamment son économie, il a donc connu une chute presque ininterrompue de son PIB depuis 2015, affichant une croissance annuelle négative de -3,5 % sur la période 2014-2025.

En Afrique de l'Est francophone

La croissance globale de cette partie du continent s'est établie à 3,8 % en 2025, contre 4,4 % l'année précédente. Maurice et les Seychelles, où le secteur touristique occupe une place particulièrement importante, ont enregistré une croissance de 3,0 % et de 3,2 %, respectivement (contre 4,7 % et 2,9 % en 2024). Pour rappel, et ayant la particularité d'être considérés à la fois comme francophones et anglophones (pour avoir connu une double présence française et britannique, successivement), Maurice et les Seychelles sont comptabilisés aussi bien pour le calcul des taux de croissance, d'inflation et d'endettement globaux de l'Afrique subsaharienne francophone que pour ceux du reste de l'Afrique subsaharienne. Toutefois, ceci n'a le plus souvent aucune incidence sur les résultats obtenus (arrondis à une décimale), compte tenu du poids économique extrêmement faible de ces deux pays, qui ne totalisent que 1,4 million d'habitants, au sein des deux ensembles cités.

De son côté, Madagascar, pays le plus peuplé et première économie de la zone (en termes de PIB nominal), a réalisé une croissance de 4,0 % (contre 4,2 % un an plus tôt). Quant au Burundi, ce pays voisin de la RDC semble être enfin sorti d'une longue période de stagnation économique, en ayant pour la première fois depuis 2015 franchi la barre des 4 %, avec un taux de 4,6 % en 2025 (contre 3,9 % un an plus tôt). Une amélioration que l'on observe depuis la fin du régime de Pierre Nkurunziza, en juin 2020, et dont les quinze années passées au pouvoir s'étaient caractérisées par une absence quasi totale de réformes, ainsi que par une gouvernance particulièrement inadaptée.

Afin d'accélérer leur croissance, Madagascar et le Burundi, qui ne manquent pas d'atouts, gagneraient à s'inspirer des nombreux pays francophones du continent ayant réalisé de très importantes avancées en matière de bonne gouvernance, de diversification et d'amélioration du climat des affaires. Des avancées qui permettent notamment à l'Afrique subsaharienne francophone d'être, année après année, le moteur de la croissance africaine.

Toutefois, et malgré leur retard économique incontestable, il convient de rappeler que les PIB de Madagascar et du Burundi sont très largement sous-estimés, étant donné que ceux-ci font partie des rares pays africains à s'appuyer sur une base de calcul vieille de deux décennies (2007 et 2005 pour années de référence, respectivement). Avec les Comores, Madagascar est d'ailleurs le seul pays à être dans ce cas parmi tous les pays africains bordés par l'Océan Indien. Une mise à jour conduirait donc à presque doubler le PIB nominal de Madagascar et du Burundi, et permettrait notamment à la Grande île de sortir de la liste des dix pays les plus pauvres du continent (où sa présence actuelle est purement artificielle), de dépasser largement le Mozambique voisin (dont l'année de référence est 2019), voire d'atteindre un niveau de PIB par habitant comparable à celui, au demeurant assez faible, du Rwanda (classé 38e en Afrique, avec un niveau de 1 000 dollars exactement en 2024, malgré le pillage massif, illégal et violent des richesses de la RDC).



C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

Pour sa part, Djibouti a vu sa croissance s'établir à 6,0 %, comme en 2024. Ce pays de la corne de l'Afrique a ainsi réalisé une progression annuelle de 5,6 % en moyenne sur la période 2014-2025, et ce, en tirant profit de sa situation géographique stratégique qui lui permet de devenir progressivement une plaque tournante du commerce international, grâce notamment à des investissements massifs en provenance de Chine. Pourtant, seule une poignée d'entreprises françaises sont implantées dans ce pays, avec lequel la compagnie aérienne Air France n'assure qu'un seul et unique vol hebdomadaire direct avec Paris. Contraste saisissant avec les nombreux vols directs assurés par Turkish Airlines pour relier Istanbul, ou encore par le groupe Emirates en direction ou en provenance de Dubaï. Cette faible présence économique de la France à Djibouti, tout comme en RDC, premier pays francophone du monde et pour lequel l'Hexagone n'a représenté que 0,4 % du commerce extérieur en 2023 (contre 42,7 % pour la Chine, importations et exportations confondues), en dit long sur la méconnaissance dont souffrent nombre d'acteurs économiques tricolores au sujet du monde francophone, et ce, ... au plus grand bénéfice d'autres puissances.

Une inflation maîtrisée en Afrique subsaharienne francophone

Comme chaque année, depuis plusieurs décennies, l'Afrique subsaharienne francophone a de nouveau affiché en 2025, et de loin, le niveau d'inflation le plus faible d'Afrique subsaharienne. Ainsi, et selon les dernières prévisions du FMI, publiées au mois d'octobre, le taux d'inflation y a été estimée à 4,0 % (en baisse par rapport à un taux de 5,8 % en 2024), tandis que le reste de l'Afrique subsaharienne affichait une inflation de 17,4 % (contre 39,5 % en 2024, année record). De son côté, la zone CFA a enregistré une hausse de 2,4 %, contre 3,5 % l'année précédente (*graphique 7*). Pour rappel, la détermination du taux d'inflation global d'un groupe de pays s'obtient en tenant compte du PIB de chaque pays sur la base de la parité de pouvoir d'achat (PPA).

Par ailleurs, il convient de préciser que les taux obtenus tiennent compte de la Mauritanie, du Soudan, de la Somalie et de Djibouti. En effet, et contrairement à la Banque mondiale, ces quatre pays ne sont pas considérés par le FMI comme faisant partie de l'Afrique subsaharienne, alors qu'ils sont bel et bien subsahariens (une « exclusion » qui s'explique par des raisons « culturelles », et en particulier linguistiques...).

Les quatre premières économies de l'Afrique subsaharienne francophone, à savoir la Côte d'Ivoire, la RDC, le Cameroun et le Sénégal, affichent pour l'année 2025 une inflation de 1,0 %, 8,8 %, 3,7 % et 2,0 %, respectivement. De leur côté, les quatre premières économies du reste de l'Afrique subsaharienne, à savoir l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Éthiopie et le Kenya, ont des taux estimés à 3,4 %, 23,0 %, 13,0 % et 4,0 %. Par ailleurs, plusieurs pays anglophones continuent à afficher des niveaux d'inflation particulièrement élevés, et en particulier le Soudan du Sud (97,5 %), le Zimbabwe (89 %) et le Soudan (87,2 %), qui occupent les trois premières places du classement africain des pays les plus touchés par l'inflation.

Sur la période de douze années 2014-2025, le taux d'inflation annuel s'établit donc à 4,2 % pour l'Afrique subsaharienne francophone (et à seulement 2,3 % en zone CFA), alors qu'il atteint un niveau de 19,8 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne (*graphique 8*). La Côte d'Ivoire, la RDC, le Cameroun et le Sénégal affichent respectivement un taux annuel de 2,1 %, 12,1 %, 3,0 % et 2,2 %. Quant à l'Afrique du Sud, au Nigeria, à l'Éthiopie et au Kenya, l'inflation s'établit à 5,0 %, 16,6 %, 17,1 % et 6,1 % (*graphique 9*).

Au cours des douze dernières années, l'Afrique francophone subsaharienne a donc réussi à afficher le niveau d'inflation le plus faible tout au long de la période, tout en ayant chaque année le taux de croissance économique le plus élevé. En réalisant cette double performance, l'Afrique francophone subsaharienne est ainsi parvenue à donner clairement tort à certains commentateurs, qui considèrent qu'une faible inflation - historiquement spécifique à l'Afrique francophone - constitue un frein à la croissance économique.



C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

Un endettement globalement maîtrisé en Afrique subsaharienne francophone

Selon les dernières estimations du FMI, la dette publique continue à être globalement maîtrisée en Afrique subsaharienne francophone, qui demeure la partie la moins endettée du continent, pour la neuvième année consécutive, depuis 2017. Seuls trois pays francophones font partie des dix pays subsahariens les plus endettés en 2025, à savoir le Sénégal (troisième avec une dette publique estimée à 122,9 % du PIB, avant le dernier rebasage du PIB, finalisé en novembre dernier et ayant légèrement fait baisser le taux), le Congo (septième avec un taux de 93,1 %) et Maurice (huitième avec 88,1 % - *graphique 10*). Le classement continental demeure dominé par le Soudan (221,5 %) et l'Érythrée (>150 % - données imprécises).

Globalement, le taux d'endettement de l'Afrique subsaharienne francophone s'établit à 51,6 % du PIB pour l'année 2025, en baisse par rapport à 2024 (55,0 %), contre 64,6 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne, niveau stable par rapport à l'année précédente (64,7 %). L'écart continue donc de se creuser pour atteindre désormais un niveau historique de non moins de 13 points de pourcentage (*graphique 11*), contre 9,7 % un an plus tôt.

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique subsaharienne francophone a donc affiché le plus faible niveau d'endettement tout au long des neuf dernières années (*graphique 12*). Cette assez bonne maîtrise de la dette, globalement, résulte notamment du dynamisme économique que connaissent la plupart des pays francophones subsahariens, et découlant lui-même des importantes avancées réalisées en matière d'amélioration du climat des affaires, de diversification et de bonne gouvernance. Dans l'ensemble, l'Afrique francophone continue donc à être mieux armée pour faire face aux crises majeures secouant le monde, et financer, si besoin, le redémarrage de l'activité économique.

Des perspectives globalement encourageantes pour 2026

Même s'il convient de toujours faire preuve de prudence au sujet des prévisions établies en début d'année, l'Afrique subsaharienne francophone devrait une nouvelle fois être le moteur de la croissance africaine en 2025, pour la treizième année consécutive, avec une progression estimée à 5,0 % selon les données de la Banque mondiale, contre 3,9 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne. Et ce, tout en demeurant la partie la moins touchée par l'inflation, comme depuis plusieurs décennies, ainsi que la partie la moins endettée du continent, pour la dixième année d'affilée. Les douze dernières années ont d'ailleurs démontré, globalement, la capacité de l'Afrique francophone subsaharienne à résister aux évolutions défavorables de l'environnement économique et politique international, et notamment à leurs implications sur l'évolution des prix des matières premières et des denrées alimentaires. Une capacité permise, globalement, par une meilleure gouvernance ainsi que par une meilleure maîtrise de l'endettement (même s'il convient de noter un certain nombre de dérives récemment observées dans les trois pays sahéliens dirigées par des junte militaires, à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger).

Par ailleurs, le continent africain devrait voir la poursuite de la mise en place progressive de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), entamée le 1er janvier 2021 et qui constitue un élément favorable à la croissance. Du moins d'un point de vue théorique, puisque qu'il convient de rappeler que la hausse des échanges entre pays ne dépend pas seulement de la réduction significative des barrières douanières entre ces mêmes pays, mais également et surtout de la capacité de ces derniers à produire des biens, grâce à la mise en place préalable d'un environnement national favorable à l'investissement (cadres juridique, réglementaire et

fiscal, infrastructures et formation, devant permettre à la fois de produire et d'être compétitif). L'évolution assez faible des échanges au sein des ensembles régionaux ayant déjà abaissé ou supprimé les taxes douanières est là pour le démontrer.

Il en va d'ailleurs de même pour la monnaie unique, à l'instar de l'Eco que les pays d'Afrique de l'Ouest, membres de la CEDEAO, semblent souhaiter prochainement mettre en place. Ainsi, force est de constater que les échanges n'ont toujours pas atteint un niveau satisfaisant entre les pays de la zone UEMOA, qui bénéficient déjà, et depuis longtemps, d'une vaste zone de libre-échange doublée d'une monnaie unique. Autre exemple intéressant, la part de la zone euro dans le commerce extérieur de la France a baissé depuis la mise en place de cette monnaie unique, suite à une augmentation plus importante des échanges entre la France et le reste du monde qu'avec les pays de la zone euro. Ce qui permet, d'ailleurs, de constater que les flux commerciaux entre la France et les autres pays de la zone monétaire étaient déjà très importants avant l'adoption d'une monnaie unique...

Dans ce cadre, il est à noter que les reports répétés de la création d'une monnaie unique ouest-africaine constitue plutôt une nouvelle rassurante pour les pays de la région. En effet, l'économie de ces derniers connaîtrait de grandes difficultés en adhérant à une zone monétaire incluant le Nigeria, dont la stagnation économique, combinée au poids démographique du pays, tirerait vers le bas l'ensemble des autres pays de la région, qu'ils soient francophones, anglophones ou lusophones. À titre de comparaison, un tel problème ne se poserait pas avec l'intégration d'autres pays, comme le Ghana, dont les difficultés économiques sont assez aisément absorbables compte tenu de son poids démographique « raisonnable », par rapport aux pays voisins.

Il convient, en effet, de rappeler que le Nigeria connaît de graves problèmes structurels depuis de nombreuses années, et se traduisant notamment par une faible croissance économique (et de surcroît, souvent inférieure à sa croissance démographique), une inflation à deux chiffres, et une monnaie ayant perdu 89 % de sa valeur face au dollar sur la période 2014-2025 (et plus de 99,9 % de sa valeur depuis sa création en 1973). Ainsi, et tant que le Nigeria n'aura pas résolu ses lourds problèmes structurels, l'adhésion du pays à une monnaie ouest-africaine est de nature à déstabiliser profondément les économies de tous les autres pays qui partageraient cette même monnaie, à travers une importante perte de valeur de celle-ci.

Les pays de l'UEMOA, qui sont largement en avance en matière de discipline budgétaire et de bonne gouvernance par rapport aux autres pays de la région, et qui forment la zone la plus dynamique d'Afrique de l'Ouest et la plus vaste zone de forte croissance du continent, verraient ainsi leur croissance baisser significativement, tout en voyant leur niveau d'inflation fortement augmenter. Par ailleurs, une éventuelle poursuite du déclin économique du Nigeria serait de nature, à terme, à accroître considérablement l'émigration de Nigériens vers les pays francophones voisins, qui pourraient alors faire face à un certain nombre de difficultés en cas d'immigration incontrôlée et de grande ampleur.

Le 03 février 2026

Le CERM F (Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone)
91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris
+33 (0)1 41 51 20 59
info@cermf.org
www.cermf.org



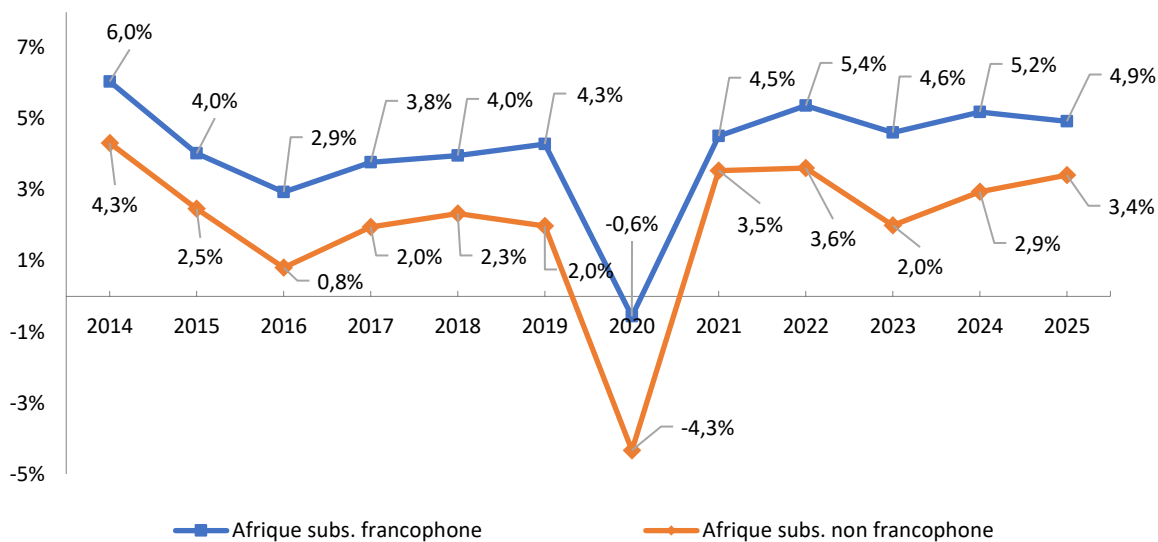
C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

Graphiques 1 et 2

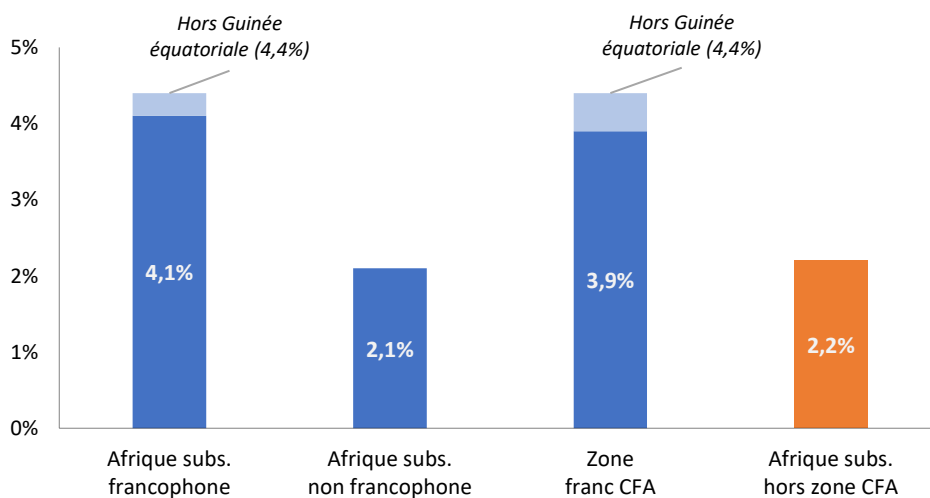
Évolution de la croissance économique en Afrique subsaharienne sur la période 2014-2025 (12 ans)

L'Afrique francophone toujours en tête



CERMF (à partir des données de la Banque mondiale, au 30/01/2026)

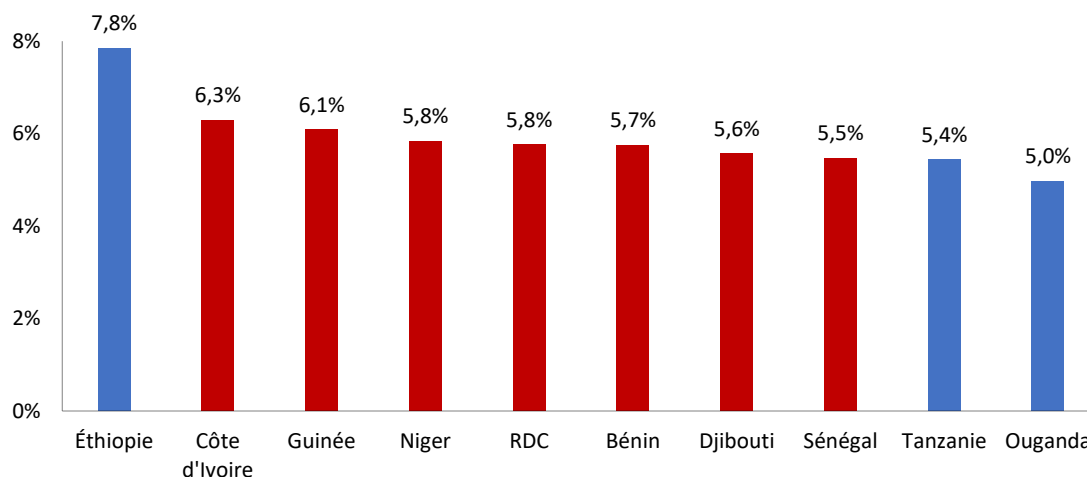
Croissance économique annuelle en Afrique subsaharienne sur la période 2014-2025 (12 ans)



CERMF (à partir des données de la Banque mondiale, au 30/01/2026)

Graphiques 3 et 4

Les 10 plus fortes croissances d'Afrique subsaharienne sur la période 2014-2025 (12 ans)*

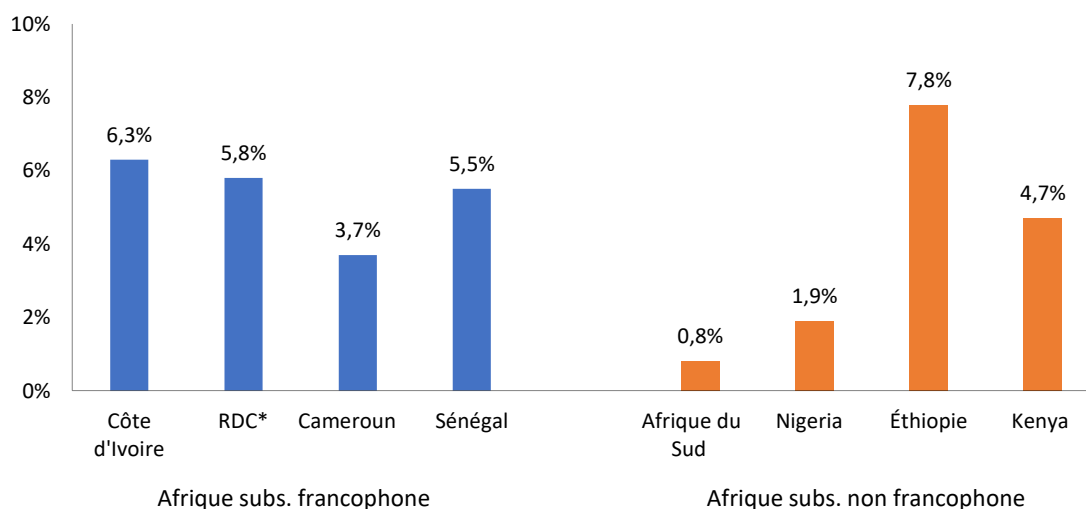


* Sont désignés en **rouge** les pay francophones.

Classement hors Rwanda (6,7 %), dont les chiffres sont faussés par le pillage massif des richesses de la RDC, représentant près de 50 % des exportations de biens du pays (cas unique au monde).

CERMF (à partir des données de la BM au 30/01/2026)

Croissance économique annuelle pour les quatre premières économies francophones et non francophones sur la période 2014-2025 (12 années)



* Rép. dém. du Congo

CERMF (à partir des données de la Banque mondiale, au 30/01/2026)

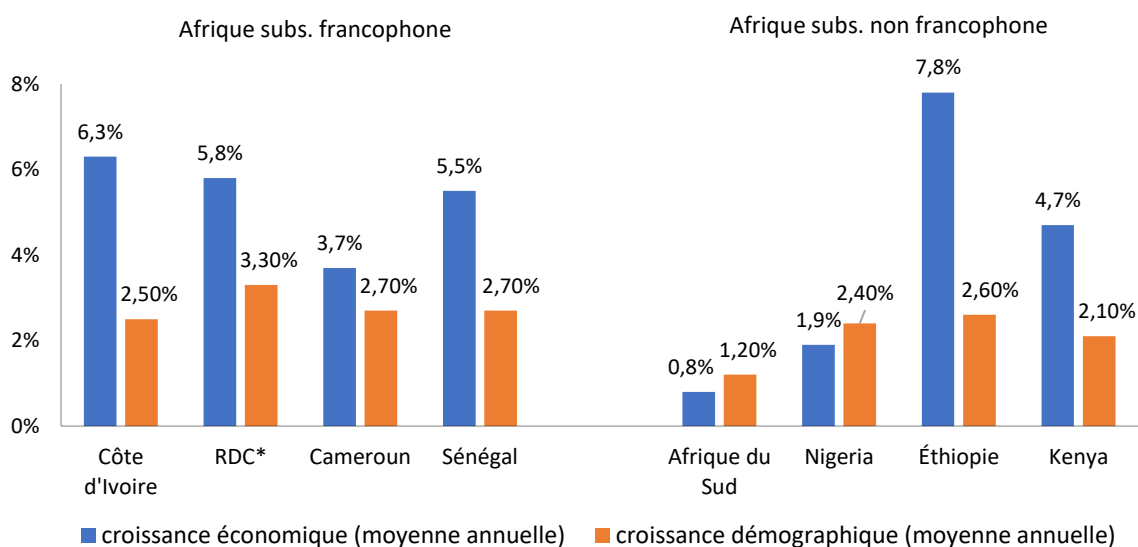


C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

Graphiques 5 et 6

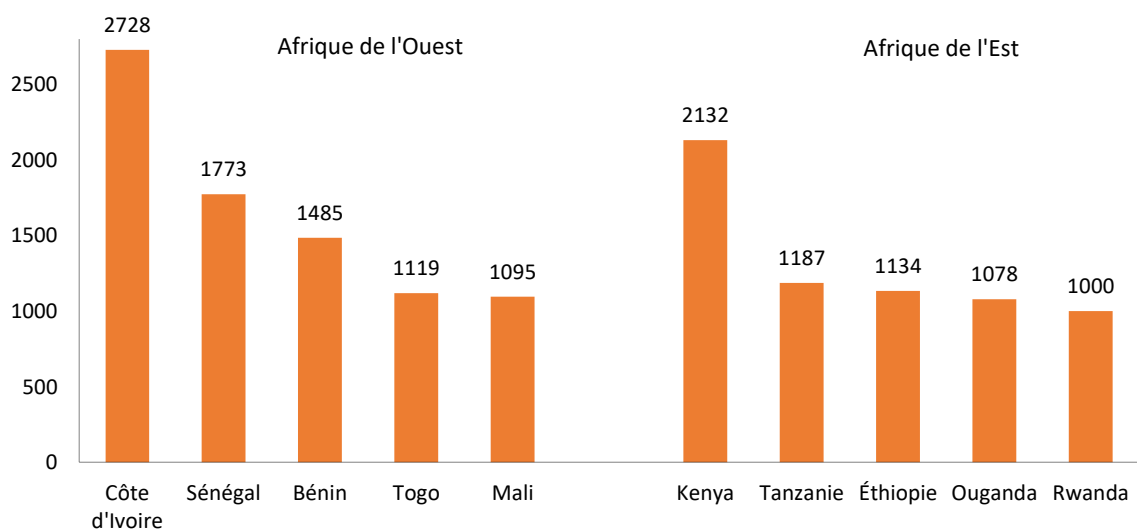
Croissances économique et démographique annuelles pour les quatre premières économies francophones et non francophones sur la période 2014-2025 (12 années)



* Rép. dém. du Congo

CERMF (à partir des données de la Banque mondiale et de l'ONU au 30/01/2026)

Les PIB par habitant les plus élevés début 2025, hors pays très riches en matières premières*, États insulaires et Djibouti (en dollars)

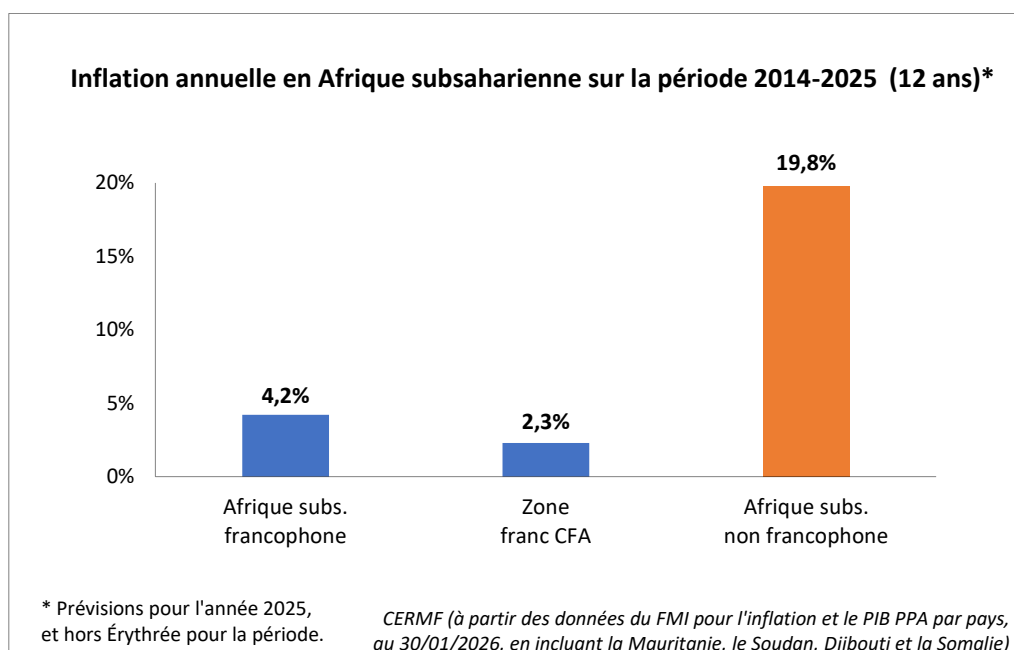
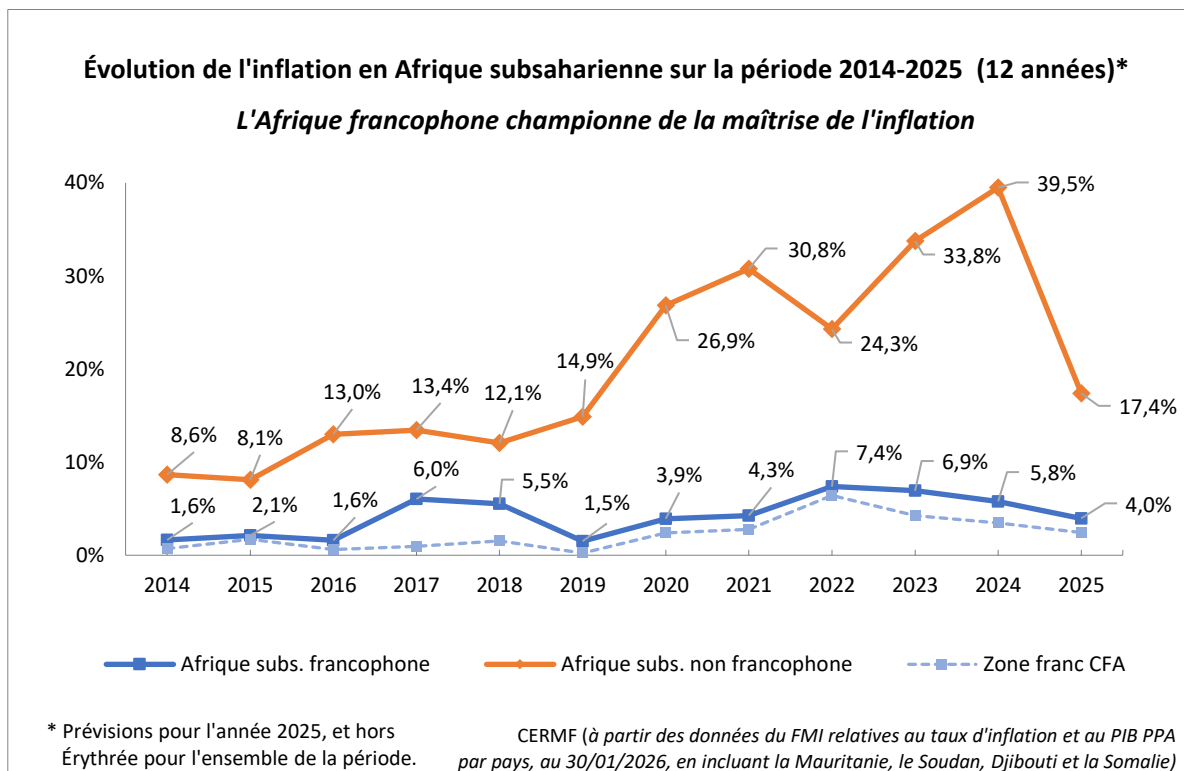


* Nigeria (1084 \$), Ghana (2391), Mauritanie (2110) et Guinée (1695)

CERMF (données de la BM, au 30/01/2026)



Graphiques 7 et 8



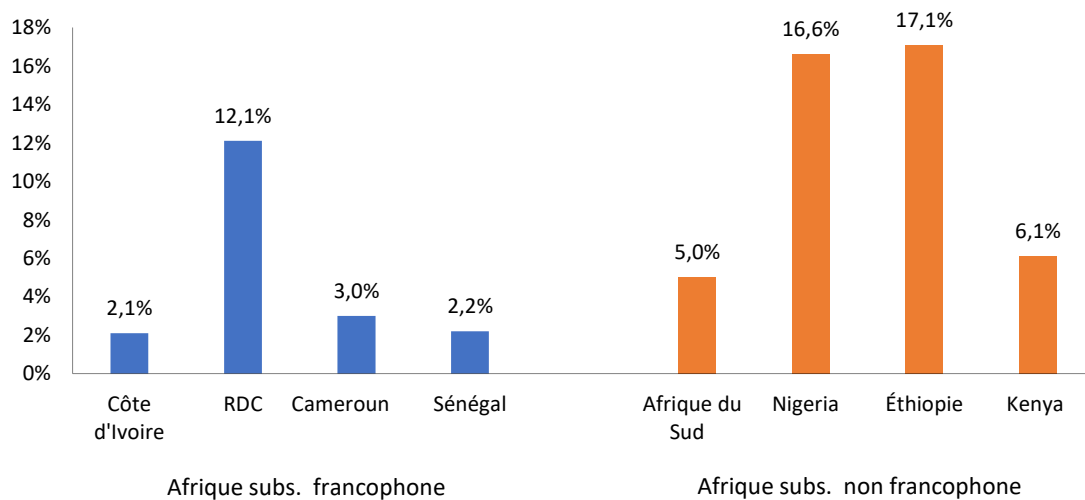


CERMF

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

Graphiques 9 et 10

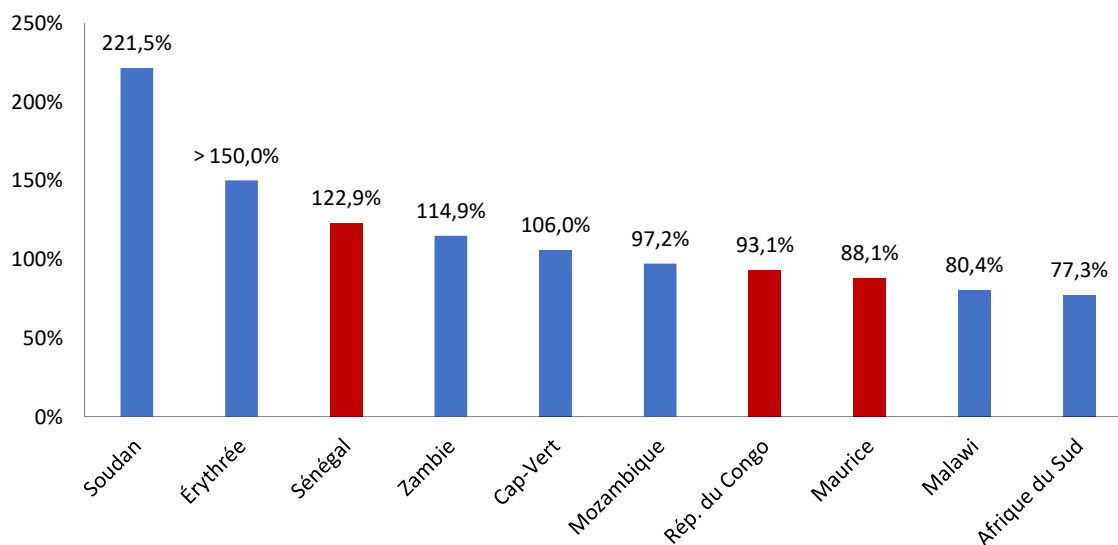
Inflation annuelle pour les quatre premières économies francophones et non francophones sur la période 2014-2025 (12 années)*



* Prévisions pour l'année 2025

CERMF (à partir des données du FMI, au 30/01/2026)

Les 10 pays les plus endettés d'Afrique subsaharienne fin 2025 (prévisions)*
(dette publique en pourcentage du PIB)



* Sont désignés en rouge les pays francophones
(Maurice étant répertorié à la fois comme francophone et anglophone) /
Donnée 2024 pour la Zambie et estimation pour l'Érythrée.

CERMF (données du FMI, au 30/01/2026)



Graphiques 11 et 12

